



10^{èmes} Journées Nationales des professionnels du Développement Social Urbain

UN PREMIER BILAN DES NOUVEAUX CONTRATS DE VILLE

27 et 28 août 2015
Vitry-le-François

SALLE DU MANÈGE

Esplanade Tauberbischofsheim, 51300 Vitry-le-François



Vitry-le-François



Jeudi 27 août

dès 9 h

ACCUEIL ET FORUM d'échange sur l'actualité de la Politique de la Ville et les projets de l'IRDSU

à 10h30

LANCEMENT DES JOURNÉES NATIONALES

Par **Khalid IDA-ALI**, président de l'IRDSU, et **Thierry MOUTON**, adjoint au maire de Vitry-le-François en charge de la démocratie participative et de la Politique de la Ville, vice-président de la communauté de communes en charge du renouvellement urbain et du contrat de ville

de 10h45 à 12h45

TABLE RONDE « Contrats de ville : citoyenneté, laïcité, discriminations, égalité... y voir plus clair pour agir »

Avec **Pierre KAHN**, historien, professeur à l'Université de Caen ; **Frédéric CALLENS**, responsable du pôle « Prévention et lutte contre les discriminations » au CGET ; **Sophie EBERMEYER**, chargée de mission égalité et lutte contre les discriminations à Grenoble-Alpes Métropole, co-animatrice de l'espace de professionnalité PLCD de l'IRDSU ; **Khalid IDA-ALI**, chef du service Développement Social et Urbain à Vitry-le-François, président de l'IRDSU

En quoi le cadre fondateur des principes républicains éclaire-t-il nos pratiques ? En quoi la laïcité, principe de liberté et de justice, doit-elle s'accorder avec le principe d'égalité sur les territoires ? Comment agir ? Quel rôle pour les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires ? Quel rôle et quelles postures pour nous, professionnels ?

Cette table ronde s'inscrit dans la continuité de la réflexion entamée lors des journées nationales de Toulouse en 2014, en particulier au sein de l'atelier « laïcité exclusive / laïcité inclusive » avec Olivier NOËL de l'ISCRA.

L'accroissement des écarts entre territoires et les mécanismes de discriminations qui demeurent, voire s'accroissent, interpellent fortement les professionnels qui agissent quotidiennement pour l'égalité. Le traitement médiatique ou politique (national et local) de cette situation convoque les principes de la République - liberté, égalité, fraternité, également citoyenneté et laïcité - parfois dans une certaine confusion. Les professionnels sont parties prenantes de ce débat. La proposition faite avec cette table ronde est de bénéficier d'apports socio-historiques afin de prendre du recul sur l'actualité et ainsi de produire des arguments pour agir.

Table ronde animée par **Johan CHANAL**, chargé de mission Politique de la Ville au Carrefour des pays lorrains (réseau régional des structures et acteurs de développement local)

de 13h à 14h

REPAS sur place

de 14h à 15h30

TABLE RONDE « À partir du bilan de l'élaboration des contrats de ville, comment progresser vers des démarches intégrées ? »

Avec **Anne BEAUCHESNE**, responsable du pôle « Pilotage, contrats de ville et coordination » au CGET ; **Damien DENIZOT**, responsable du Club des agglomérations, politiques urbaines, climat-énergie à l'AdCF (Assemblée des Communautés de France) ; **Laurence BOURGOISE**, responsable du service Politique de la Ville à la Communauté d'Agglomération Seine-Eure, membre du bureau de l'IRDSU ; **Philippe CARBASSE**, responsable de la mission Politique de la Ville à Perpignan, membre du CA de l'IRDSU

Les contrats de ville n'évoquent pas, ou peu, la nécessité de faire évoluer la gouvernance, les organisations, l'ingénierie, les postures et les compétences individuelles. Le volet Europe est faiblement développé, voire absent. Cette situation est préjudiciable à la réussite des contrats de ville. La table ronde vise ainsi à revenir sur la notion de démarche intégrée et des évolutions qu'elle implique en termes d'ingénierie territoriale.

Que veut dire démarche intégrée et quel est son intérêt ? Pourquoi est-elle si difficile à mettre en oeuvre ? Et si la conviction de sa nécessité est acquise, comment sensibiliser à ce changement culturel profond ?

L'objectif est de faire découvrir, par l'exemple, que la démarche intégrée peut avoir beaucoup d'intérêt car les questions complexes posées par le terrain appellent le plus souvent des solutions dites intégrées. La table ronde permettra de pointer les défis à relever et sera suivie de trois ateliers d'application.

Table ronde animée par **Anne KILLI**, consultante au cabinet Richesses humaines des territoires

Ces ateliers visent à esquisser des solutions concrètes permettant de formaliser la mise en œuvre de stratégies territoriales intégrées. Ils solliciteront une participation active et créative des participants pour rechercher des solutions inédites.

Prendre en compte différentes thématiques, travailler en transversalité, appréhender les choses globalement sont nécessaire mais pas faciles, voire à contre courant des réflexes habituels. « On se heurte à des murs »...

La progression des ateliers permettra d'expérimenter à plusieurs notre capacité à voir autrement des situations contraintes, contradictoires, difficiles pour lesquelles les solutions habituelles ne fonctionnent plus ou pour lesquelles on ne dispose d'aucune solution. Après un temps de priorisation des actions, nous nous attacherons à les formuler sous forme concrète, parlante, mobilisatrice en mettant en évidence les acteurs concernés, les contradictions à dépasser et le résultat visé : « que pourrait-on imaginer pour... »

Un de ces ateliers relèvera les défis de la mobilisation du droit antidiscriminatoire. Ouvert à tous, il regroupera majoritairement les membres de l'espace de professionnalité PLCD de l'IRDSU. Il s'inscrit dans le programme annuel de l'espace de professionnalité PLCD.

Si le travail du législateur français fut abondant ces dernières années (élargissement des critères, aménagement de la preuve, jurisprudence...), force est de constater que l'accès à la justice des victimes de discrimination est une gageure. De nombreux rapports dénoncent un fort sentiment de discrimination et pourtant très peu de cas sont signalés et portés en justice. Le droit peut-il être incitatif s'il ne peut condamner les auteurs de délits et réparer ? Les deux objectifs de cet atelier seront : échanger à partir de l'expérience de deux réseaux de vigilance existants ; réfléchir aux leviers d'action et aux outils en tenant compte du système d'acteurs.

Les questions abordées seront les suivantes : Quels sont les enjeux de la mobilisation du droit antidiscriminatoire ? Quel bilan et quelles interactions/collaborations possibles avec les pôles antidiscrimination des parquets ? Du défenseur des droits ? Comment rendre les réseaux juridiques/de repérage plus efficaces ?

à 18h30

RÉCEPTION en Mairie de Vitry-le-François

Vendredi 28 août

dès 9 h

ACCUEIL ET FORUM d'échange sur l'actualité de la Politique de la Ville et les projets de l'IRDSU

de 10h à 12h30

4 ATELIERS D'ÉCHANGES « Quels leviers pour améliorer la mise en œuvre de la Politique de la Ville ? »

ATELIER 1 : « LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI DU CONTRAT DE VILLE »

L'emploi et le développement économique sont au premier plan des priorités de la Politique de la Ville et des nouveaux contrats de ville. Alors que les CUCS avaient peu investi ce champ, l'enjeu est aujourd'hui pour les professionnels de le réinvestir sur de nouveaux axes : vocation économique des quartiers, économie sociale et solidaire, formation, qualification des habitants... et ce dans un contexte de rigueur budgétaire et de réduction des crédits.

Quelle stratégie tenir dans le contrat de ville pour que le développement économique exogène au quartier puisse bénéficier aux demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires ? Mais aussi pour un développement économique endogène au bénéfice des habitants ?

Quelles articulations commune/intercommunalité au sein des contrats de ville alors que le développement économique est une compétence d'agglomération ? Quelles articulations avec les schémas régionaux de développement économique et d'emploi ?

*L'atelier s'appuiera sur la présentation par **Pierre-Édouard MARTIN** (chargé de mission à l'IREV - Centre de ressources Politique de la Ville en Nord-Pas-de-Calais) de la synthèse du cycle de formation animé par l'IREV en lien avec le CGET et la Caisse des dépôts et sur le témoignage de **Sandrine RIGAILL** (Chef de projet Politique la Ville à la communauté d'agglomération de Caen la mer), notamment sur la méthode mise en place pour identifier les enjeux et objectifs de l'axe emploi - développement économique et ESS du contrat de ville de Caen la mer.*

Ensuite, nous proposons une « table ronde/échanges avec la salle » pour évoquer des expériences concrètes : présentation du site et du travail autour du développement économique ; articulation avec le contrat de ville ; rôle de l'intercommunalité ; mobilisation des crédits européens ; prise en compte de la lutte contre les discriminations ; articulation avec la rénovation urbaine.

Animation : **Sylvie REBIÈRE-POUYADE**, directrice du GIP DSU de l'agglomération bayonnaise, présidente du réseau DSU Aquitaine

ATELIER 2 : « L'ANIMATION DES CONSEILS CITOYENS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PARTICIPATION CITOYENNE »

Six mois après l'enquête sur la mise en œuvre des conseils citoyens réalisée par l'IRDSU en lien avec le CGET, l'objectif de cet atelier est d'échanger autour de la manière de faire vivre les conseils et de les pérenniser.

Une première séquence permettra aux participants d'échanger sur leurs expériences, les réussites et les difficultés, autour des enjeux repérés par le CGET et l'IRDSU dans leurs enquêtes nationales : mobilisation de nouveaux habitants, rôle du conseil citoyen dans les instances, ingénierie, etc.

Une deuxième séquence, sous forme de table ronde interactive, sera consacrée aux enjeux des changements de postures et de pratiques qu'implique le développement de nouvelles formes de participation citoyenne dans ces politiques publiques. Les échanges s'appuieront sur des témoignages de membres de conseils citoyens et de professionnels ayant accompagné des démarches de participation.

Animation : **Viviane LEFEUVRE**, directrice de la Politique de la Ville pour la ville de Gap, présidente du réseau DSU PACA ; **Mickaël BOUILLON**, directeur des ressources et territoires Aube/Haute-Marne de la FRMJC de Champagne-Ardenne

ATELIER 3 : « AXES TRANSVERSAUX DANS LES CONTRATS DE VILLE : LA CLÉ DU DSU ÉGALITAIRE ? »

Le cadre de référence de la nouvelle Politique de la Ville semble clair. Les axes transversaux sont la trame de fond des nouveaux contrats de ville, ils doivent irriguer, s'intégrer... Oui, mais comment ? D'un côté, deux axes transversaux liés à des actions publiques bien définies : la PLCD et l'égalité Femmes-Hommes, deux référentiels d'action publique aux nombreux points communs mais dont les histoires sont distinctes. De l'autre, la référence à un public, une tranche d'âge, une catégorie de l'action publique qui est définie comme une priorité. Par où commencer ? Dans quel contexte, avec quels outils, quelle méthode et surtout quels principes d'intervention ?

Objectifs de l'atelier : Identifier le sens commun égalitaire de ces 3 axes. Que disent-ils en creux ? Repérer les forces et les faiblesses de son territoire, de ses connaissances, de ses ressources en matière de PLCD, Égalité Femmes-Hommes et Jeunesse. Partager des méthodes et des outils : faire vivre la démarche intégrée.

Animation : **Céline ZIWÈS**, chargée de mission PLCD à Rennes Métropole, co-animatrice de l'espace de professionnalité PLCD de l'IRDSU

ATELIER 4 : « HABITAT, CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN : QUELLE INTÉGRATION DANS LES CONTRATS DE VILLE ? »

La démarche intégrée mise en avant par l'IRDSU et souhaitée par le législateur a pour objectif de répondre de manière décroisée et multisectorielle aux enjeux de cohésion sociale sur les territoires urbains. Les projets de renouvellement urbain sont donc ainsi directement impactés. À quelles conditions peut-on y arriver ? Quels sont les mécanismes de gouvernance qui le permettent ? Comment garantir localement une nouvelle architecture ? Comment rendre compatibles les exigences de l'ANRU, des modes de faire qui « rassurent » tout le monde, et garder des marges de manœuvre et de la souplesse dans la mise en œuvre ? Quelles « bonnes formules » pour garantir des processus effectifs de construction des projets avec les habitants ?

Trois axes pour structurer les échanges sur l'ensemble de ces questions :

- 1. La vocation du quartier (des quartiers) : des témoignages seront présentés pour montrer les travers à éviter et les façons de s'en prémunir.*
- 2. La démarche intégrée et la nouvelle génération de PRU : La nécessaire pluridisciplinarité, les questions d'habitat et de peuplement, les documents contractuels à décliner dans le contrat de ville, les liens avec le « droit commun » de l'habitat, les liens avec les autres dimensions (emploi, développement économique, PLCD...), le pilotage de l'État...*
- 3. La gouvernance et l'organisation de la mise en œuvre des projets : Comment travailler ensemble entre villes et agglomérations ? La question des professionnels (et leurs inquiétudes) : Comment construire une équipe dédiée ? Comment ne pas oublier le nécessaire travail avec les habitants ? Les transferts de personnel, de budgets et d'opérations : comment repenser les process de travail transversaux ? L'exemple particulier de la GUSP : Comment en faire un projet partagé ? Qui l'anime et gère le budget ?*

Wilfrid GEILLER, directeur adjoint de la stratégie et des programmes de l'ANRU sera présent pour éclairer nos questionnements.

Animation : **Eric RUIZ**, directeur de l'habitat et du renouvellement urbain à Grenoble-Alpes Métropole

Par **Raphaël LE MÉHAUTÉ**, commissaire général délégué du CGET, et **Claire LEMEUNIER**, vice-présidente de l'IRDSU